

**SOMALIE**

# Désarroi et colère à Mogadiscio après le carnage à l'université

**Deux jours après l'attentat-suicide qui a fait au moins 23 morts jeudi à Mogadiscio, désarroi et colère dominaient encore hier dans la capitale somalienne face au carnage perpétré contre des civils, qui a soulevé une vague d'indignation contre les insurgés islamistes.**

Trois ministres, trois journalistes et de nombreux étudiants ont été tués par la bombe qui a explosé durant une cérémonie de remise des diplômes de fin d'études à de futurs médecins. Il s'agit d'un des pires attentats commis dans un pays en proie à la violence depuis 1991.

Le président du gouvernement de transition soutenu par la communauté internationale, Sharif Cheikh Ahmed, en a fait porter la responsabilité à la rébellion islamiste. Mais les deux principaux groupes rebelles – les shebab liés à Al-Qaïda et leurs alliés du Hezb al-Islam – ont nié toute implication.

Même si beaucoup n'osent pas s'exprimer à visage découvert, la plupart des personnes interrogées à Mogadiscio ont peu de doute sur leur implication dans l'attentat qui a soulevé

une vague d'indignation rarement manifestée auparavant.

«Les politiques ne sont pas les seuls à avoir été touchés, tout le monde l'a été. J'ai perdu trois de mes condisciples, dont deux étaient là pour recevoir leur diplôme», a déclaré à l'AFP Mohamoud Hassan.

«Allah jugera ceux qui commettent de tels actes, et ils n'aboutiront à rien par la violence gratuite», lance Hassan avec colère.

«Nous n'avons plus aucune raison de rester dans ce pays, vous pouvez voir quel niveau d'aveuglement a atteint la violence», confie Shamsi Ibrahim Ali, étudiant à l'université Banadir.

Jusqu'à-là, les shebab s'en étaient pris aux troupes éthiopiennes, qui occupaient le pays jusqu'en janvier, aux forces de

maintien de la paix de l'Union africaine ou aux forces gouvernementales, sans cibler les civils.

Les shebab imposent la charia sous une forme particulièrement rigoureuse en rupture avec la tradition somalienne, mais leur lutte contre les Ethiopiens et leur capacité à maintenir la loi et l'ordre leur avaient assuré un certain respect de la population.

Abdinasir Moalim Dualeh, un professeur qui a quitté la salle où avait lieu la cérémonie quelques minutes avant l'explosion, ne trouve pas encore de mots pour décrire ce qu'il ressent.

«Je suis encore sous le choc, je ne peux pas expliquer ce qui s'est passé jeudi. Je peux dire que cet attentat a été le pire que nous ayons eu. Il n'a pas seulement tué des médecins et des enseignants, ils sont en train de tuer l'avenir», lâche-t-il.

«Il est clair que ceux qui sont derrière l'attentat veulent tout simplement tout détruire. Ils éliminent les gens instruits,

de futurs médecins, alors que tout le monde peut voir que le pays a besoin de médecins», relève un de ses collègues, Abdiasis Anan.

Même des représentants des autorités ont exprimé leur désarroi face à cet attentat.

«Je n'aurais pas été surpris s'ils avaient attaqué une base militaire ou un bâtiment gouvernemental, mais aujourd'hui tout le monde est choqué devant ce massacre d'étudiants et d'enseignants innocents», confie un officier de police, Mohamed Abdulle.

Et la colère ne se limite pas à la capitale. Vendredi, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Dhusamareb pour condamner l'attentat, ont rapporté à l'AFP des habitants de cette ville située à 500 km de Mogadiscio.

Selon des témoins, un des organisateurs de la manifestation a pris la parole devant la foule pour appeler «le peuple somalien à s'unir pour combattre les ennemis qui s'en prennent à ses enfants».

**TURQUIE**

## Le principal parti pro-kurde menacé d'interdiction

La Cour constitutionnelle turque entamera mardi des délibérations qui pourraient mener à l'interdiction du principal parti pro-kurde de Turquie pour collusion avec les rebelles kurdes, une éventualité qui fragiliserait les efforts d'ouverture du gouvernement à cette communauté.

Un recours avait été déposé en 2007 auprès de la Cour constitutionnelle à l'encontre du Parti pour une société démocratique (DTP), fondé en 2005 sur les cendres d'un autre parti pro-kurde interdit pour ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation qualifiée de terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le DTP «est devenu le foyer d'activités préjudiciables à l'indépendance de l'Etat et à son unité indivisible», avait alors accusé le procureur de la cour de cassation Abdurrahman Yalçinkaya, à l'origine des poursuites, demandant une dissolution.

Les 11 juges de la Cour constitutionnelle, qui est habilitée à interdire une formation politique, devraient prendre une décision dans un délai de quelques jours ou quelques semaines. L'interdiction est l'hypothèse la plus souvent envisagée par les spécialistes.

Selon l'acte d'accusation, la direction du DTP obéit aux «directives» du chef emprisonné à vie du PKK, Abdullah Öcalan.

Sept des 21 députés (sur 550) du parti, dont son président Ahmet Türk, ainsi que de nombreux autres responsables, sont menacés de bannissement de la vie politique pour des durées diverses. Nombre d'observateurs estiment que le DTP est la vitrine politique légale du PKK.

Une interdiction du plus grand parti légal kurde pourrait porter un coup à l'«ouverture démocratique» pro-kurde lancée en grande pompe cet été par le gouvernement islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Ce plan vise à améliorer les droits des Kurdes, dans l'espoir d'éroder le soutien de la population au PKK, en lutte contre les forces turques depuis 1984.

Mais les mesures annoncées, qui concernent principalement l'usage de la langue kurde, ne satisfont pas le DTP, qui réclame surtout qu'Öcalan soit reconnu comme interlocuteur dans le débat, ce qu'Ankara exclut catégoriquement.

Les conditions carcérales d'Öcalan sont depuis des semaines la principale préoccupation du DTP. Le chef rebelle a affirmé à ses avocats vivre dans un «fossé de la mort».

Ankara affirme pour sa part que le chef rebelle, âgé de 61 ans, reçoit un traitement conforme aux normes internationales dans sa prison située sur une île de la mer de Marmara, où il peut depuis la mi-novembre côtoyer d'autres détenus.

Vendredi, M. Türk a affirmé à la presse que ses députés quitteraient le Parlement si leur parti était dissous.

La Turquie, qui aspire à intégrer l'Union européenne, a entamé en 2005 des négociations d'adhésion, après avoir mené un vaste chantier de réformes démocratiques, notamment en faveur de sa communauté kurde.

Le DTP succède à une lignée de partis pro-kurdes dissous. Quatre députés, dont la lauréate du prix Sakharov des droits de l'Homme Leyla Zana, ont purgé de 1994 à 2004 une peine de dix ans de prison pour liens avec le PKK.

Une nouvelle formation, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP), a été créée récemment pour anticiper une éventuelle interdiction du DTP.

**SOUDAN**

## Un 3<sup>e</sup> Casque bleu rwandais décédé dans une attaque au Darfour

**Un soldat rwandais blessé vendredi lors d'une attaque contre des Casques bleus au Darfour (ouest du Soudan) est décédé, portant à trois le nombre de morts au sein de la mission de paix dans ces violences, a indiqué hier un haut responsable.**

«Il est décédé vendredi de ses blessures. Il est mort alors qu'on l'évacuait», a indiqué à l'AFP Kemal Saïki, chef des communications de la Mission de paix des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad). Un groupe d'hommes

armés inconnus a ouvert le feu vendredi sur des Casques bleus rwandais qui circulaient à deux kilomètres de leur base à Saraf Omra, ville du Darfour-Nord à une centaine de kilomètres de la frontière tchadienne.

Trois Casques bleus rwandais sont morts, dont celui qui a succombé à ses blessures lors de son évacuation, et deux autres ont été grièvement blessés.

«Dans ces deux cas, le pronostic est meilleur», a souligné le responsable de la mission de paix.

Ces violences portent à 20 le nombre de casques bleus tués au Darfour depuis

le début du déploiement en janvier 2008 de la Minuad qui compte actuellement plus de 18 000 soldats et policiers sur le terrain.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a «déploré ces attaques et a demandé au gouvernement soudanais de faire de son mieux pour assurer que les auteurs de ces actes soient identifiés rapidement et traduits en justice», selon un communiqué.

Le conflit au Darfour a fait 300 000 morts depuis 2003 selon les estimations de l'ONU – 10 000 d'après Khartoum – et 2,7 millions de déplacés.

**NUCLÉAIRE**

## L'Iran aura besoin de 20 usines d'enrichissement d'uranium

**L'Iran aura besoin au total de 20 usines d'enrichissement d'uranium de la taille de celle qu'il possède actuellement à Natanz (centre) pour répondre à ses besoins futurs en énergie nucléaire, a indiqué, hier, le chef de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne (OEA).**

Dans une interview à la chaîne de télévision d'Etat en anglais Press-TV, le responsable de l'OEA Ali Salehi a également réaffirmé que Téhéran n'envisageait pas de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

Il a expliqué que l'Iran avait «besoin de produire 20 000 mégawatts (d'électricité nucléaire), nécessitant 20 fois (plus d'uranium enrichi que ce que

peut produire) Natanz».

La capacité finale de l'usine de Natanz devrait être de 30 tonnes d'uranium enrichi par an, suffisante pour alimenter une centrale nucléaire, a précisé M. Salehi.

L'usine de Natanz, qui ne possède encore qu'une fraction de sa future capacité, a déjà produit quelque 1 800 kg d'uranium enrichi à 3,5 %, selon les estimations de

l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a annoncé cette semaine que l'Iran avait décidé de construire dix nouvelles usines d'enrichissement d'uranium, en réponse à une condamnation par l'AIEA de la politique de Téhéran qui pourrait ouvrir la voie à des sanctions de l'ONU.

Cette annonce a suscité un tollé dans les pays occidentaux et en Russie, qui craignent que l'Iran n'utilise sa capacité d'enrichissement d'uranium pour se doter de l'arme nucléaire en dépit des dénégations répétées de

Téhéran. La condamnation de l'Iran a suivi l'échec de discussions ouvertes en octobre sur un éventuel enrichissement de l'uranium iranien à l'étranger, après l'annonce que Téhéran avait mis secrètement en chantier un deuxième site d'enrichissement d'uranium.

M. Salehi a estimé que ni cette condamnation «politique» ni d'éventuelles sanctions ne feraient dévier l'Iran de ses objectifs.

«Il est temps que des personnes raisonnables se mettent autour de la table et essayent de trouver une issue à cette crise fabriquée de toutes pièces», a-t-il conclu.